

DIAGNOSTIC FINANCIER

LE TABLEAU DE FINANCEMENT

Elaboré par :
Mr. KANDROUCH

PLAN

Introduction

I- Présentation du Tableau de Financement

I-1 Définition

I-2 Utilité du tableau de financement

II- Présentation du TF du Plan Comptable Marocain

II-1 Le tableau de synthèse des masses du bilan

II-2 Le tableau des emplois et des ressources

II-3 Interprétation du tableau de financement

II-4 Quelques limites du tableau de financement

III- Le tableau de financement fonctionnel du Plan Comptable Général Français (PCGF) 1982.

III-1 Tableau de financement (Première partie)

III-2 Tableau de financement (Deuxième partie)

III-3 Constructions du tableau de financement

III-4 Intérêt et limites du tableau de financement fonctionnel.

Conclusion

Bibliographie

Introduction

Ni l'étude du bilan ni celle du compte de résultat ne permet de d'obtenir une vision dynamique de la structure financière de l'entreprise. Or, ce point peut intéresser tant l'analyste financier externe que le gestionnaire de l'entreprise. En effet, en analysant son bilan, le chef d'entreprise est souvent amené à s'interroger sur la localisation de son bénéfice dans le patrimoine. De même, il peut être perplexe devant une certaine discordance entre l'augmentation de sa production et de son chiffre d'affaire et le volume de sa trésorerie. Il peut enfin avoir du mal à évaluer ses possibilités d'investissement et les moyens à mettre en œuvre.

Pour combler ces lacunes, et répondre à ces besoins, l'analyse financière propose un outil particulièrement intéressant : Le Tableau de Financement (TF).

I- Présentation du Tableau de Financement

I-1 Définition

Le tableau de financement est un état de synthèse qui retrace la façon dont l'entreprise, au cours d'un exercice, a pu faire face à ses besoins par les ressources dont elle a disposé. Il permet une analyse dynamique de la situation et des équilibres financiers de l'entreprise, remédiant ainsi au caractère statique du bilan et complétant, par la même, le compte des produits et des charges et l'état des soldes de gestion qui permettent un diagnostic dynamique de l'activité et de la rentabilité de l'entreprise.

Le tableau de financement est destiné à décrire l'articulation des politiques d'investissement et de financement de l'entreprise. Il s'agit d'un état explicitant la relation :

$$\text{Investissement} + \text{remboursement de dettes}$$
$$=$$
$$\text{Autofinancement} + \text{financement externe (nouvelles dettes)}$$

La lecture de ce tableau est complémentaire de celle du bilan sachant que ce dernier document décrivant des stocks comptables à un instant donné, et non les flux d'une période, est instrument inadapté à l'analyse et la compréhension des politiques d'investissement et de financement.

Selon l'article 10 de la loi comptable, le tableau de financement est un document qui « met en évidence l'évolution financière de l'entreprise au cours de l'exercice en décrivant les ressources dont elle a disposé et les emplois qu'elle en a effectué ».

II-2 Utilité du tableau de financement

Le tableau de financement est un état qui ne figurait pas parmi les documents comptables annuels du plan comptable de 1957. Le PCM, en le prévoyant parmi les états de synthèse devant être produits par les entreprises, marque un pas considérable en mettant à la disposition des analystes financiers un outil efficace d'analyse et de contrôle. Toutefois, nous regrettons que la loi comptable n'ait rendu obligatoire la production de cet état que pour les entreprises dont le chiffre d'affaire est supérieur à 7,5 millions de dirhams. Le tableau de financement présente pour les analystes financiers un certain nombre d'intérêts :

- Il explique les variations du patrimoine de l'entreprise au cours d'un exercice. Il renseigne sur les politiques d'investissement, de désinvestissement, de remboursement, d'autofinancement et de financement externe (emprunt ou augmentation du capital social) de l'entreprise ;
- Le tableau de financement constitue un précieux instrument d'élaboration du plan d'investissement et de financement qui caractérise la politique générale à moyen et long terme de l'entreprise. En effet, toutes les prévisions se basent sur une vision préalable du passé ; le plan d'investissement et de financement n'est donc qu'un prolongement prévisionnel du tableau de financement ;
- Dans le cadre toujours de la gestion prévisionnelle, le tableau de financement est un outil efficace de contrôle de l'exécution du plan d'investissement et de financement. Ce contrôle consiste à comparer les réalisations aux prévisions et à analyser les écarts éventuels qui apparaissent afin de redéfinir les conditions de l'équilibre financier prévisionnel et mettre à jour le plan d'investissement et de financement.

En général, nous pouvons admettre qu'un tableau de financement permet de mieux répondre aux trois questions suivantes :

- o Quel sont les investissements de l'entreprise ?
- o Quelles sont les ressources qui ont permis de financer ces investissements ?
- o Y a-t-il une bonne adéquation des ressources aux emplois ?

II- Présentation du TF du Plan Comptable Marocain

Le modèle normal du tableau de financement proposé par le PCM comporte deux tableaux :

- Le tableau de synthèse des masses du bilan ;
- Le tableau des emplois et ressources.

II-1 Le tableau de synthèse des masses du bilan

Il est axé principalement sur la présentation des trois indicateurs d'équilibre financier de l'entreprise : le fonds de roulement fonctionnel, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie nette ainsi que leurs variations entre le début et la fin de l'exercice.

Le tableau de synthèse des masses du bilan se base sur la relation fondamentale d'équilibre financier formulée de la façon suivante :

$$\Delta \text{FRF} = \Delta \text{BFR} + \Delta \text{TN}$$

Cette relation signifie que la situation du cycle de trésorerie dans l'entreprise est conséquence des situations des cycles d'investissement et des opérations courantes ; en d'autres termes, la variation de la trésorerie dépend des variations du FRF et du BFR.

	Masses	Exercice a	Exercice b	Variation (a-b)	
				Emplois	Ressources
1	Financement permanent				
2	(-) Actif immobilisé				
3	=Fond de roulement fonctionnel (1-2) (A)				
4	Actif circulant				
5	(-) Passif circulant				
6	Besoin de financement global (4-5) (B)				
7	Trésorerie nette (actif – Passif) = (A-B)				

Pour élaborer le tableau de synthèse des masses du bilan, il est intéressant de préciser que :

- Les augmentations d'éléments de l'actif, du BFR et de la TN ainsi que les réductions d'éléments du passif et du FRF correspondent à des emplois à financer ;
- Les augmentations d'éléments du passif, du FRF ainsi que les réductions d'éléments de l'actif, du BFR et de la TN constituent des ressources de financement.

II-2 Le tableau des emplois et des ressources

Il s'agit d'un tableau visant à interpréter les variations trouvées dans le tableau de synthèse des masses du bilan. Il est constitué de quatre masses fondamentales :

- Les ressources stables de l'exercice ;
- Les emplois stables de l'exercice ;
- La variation du besoin en fonds de roulement ;
- La variation de la trésorerie nette.

Les deux premières masses sont analysées en termes de flux de l'exercice ; les deux dernières apparaissent pour leurs variations nettes globales.

Les flux de ressources et d'emplois stables mettent en évidence les politiques d'investissement, de désinvestissement, de remboursement et de financement à caractère permanent de l'entreprise survenues au cours de l'exercice ; ils expliquent la variation du FRF trouvée dans le tableau de synthèse des masses du bilan.

a- Présentation du tableau des emplois et des ressources

Le modèle de tableau des emplois et des ressources présenté ici est basé sur celui du PCM duquel il se distingue légèrement. Pour construire ce tableau, il convient de préciser que:

- La base est l'analyse fonctionnelle du bilan, en ce sens qu'il faut apporter à ce tableau (même chose pour le tableau de synthèse des masses du bilan) les mêmes corrections que celles pour le bilan fonctionnel ;
- Les virements de compte à compte ne doivent pas être retenus ;
- Les flux ne doivent pas être compensés, les augmentations et les réductions doivent être analysées séparément.

Exercice		Exercice précédent	
Emplois	Ressources	Emplois	Ressources

RESSOURCES STABLES (FLUX) DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)		x		x
Capacité d'autofinancement (-)Distribution des bénéfices				
CESSION & REDUCTION D'IMMOBILISATIONS (B)		x		x
• Cessions d'immobilisations incorporelles • Cessions d'immobilisations corporelles • Cessions d'immobilisations Financières • Récupération sur créances immobilisées				
AUGMENTATION DES CAP PROPRES & ASSIMILES (C)		x		x
• Augmentation de capital, apports. • Subvention d'investissement				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (Nette de prime de remboursement)		x		x
TOTAL DES RESSOURCES STABLES		x		x
EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITION & AUGMENTATION DES IMMOBILISATIONS	x		x	
• Acquisitions d'immobilisations incorporelles • Acquisitions d'immobilisations corporelles • Acquisitions d'immobilisations financières • Augmentation des créances immobilisées				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES	x		x	
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT	x		x	
EMPLOIS EN NON VALEUR	x		x	
TOTAL EMPLOIS STABLES	x		x	
VARIATION DE BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL	x	OU x	x	OU x
VARIATION DE LA TRESORERIE	x	OU x	x	OU x
TOTAL GENERAL	x	x	x	x

Certaines rubriques du tableau des emplois et des ressources nécessitent des explications :

- Détermination de la CAF : elle peut être calculée par deux méthodes différentes : soit à partir du résultat net, soit à partir de l'excédent brut d'exploitation ;
- Cessions ou réductions d'immobilisations : les cessions d'immobilisations sont enregistrées pour leurs prix de vente (« produits de cessions des immobilisations cédées » dans le CPC). Il ne faut pas donc inscrire au tableau des emplois et des ressources la valeur d'origine des immobilisations cédées. S'agissant des réductions d'immobilisations, elles concernent les prêts immobilisés ou les dépôts et cautionnement remboursés pendant l'exercice ;
- Augmentation des capitaux propres : seules les augmentations de capital en numéraire et en nature ainsi que les primes d'émission ou de fusion qui sont retenues.
- Subventions d'investissement : On doit retenir les augmentations des capitaux

propres assimilés (nouvelle subvention d'investissement obtenue ou à obtenir par l'entreprise au cours de l'exercice) ;

- Augmentation des dettes de financement : Il s'agit des emprunts nouveaux contractés par l'entreprise au cours de l'exercice (compte tenu du retraitement des opérations de crédit-bail et déduction faite des primes de remboursement des obligations émises au cours de l'exercice).
- Distribution des dividendes : il s'agit des dividendes versés au cours de l'exercice provenant du résultat de l'exercice précédent

- Acquisitions et augmentations d'immobilisations : Il s'agit essentiellement des nouvelles acquisitions (y compris celles par crédit-bail), des productions immobilisées, des dépôts et cautionnement et des prêts immobilisés accordés au cours de l'exercice. Il ne faut pas prendre en compte les augmentations provenant de virements de poste (transferts d'immobilisation en cours vers un poste d'immobilisations).

- Remboursement des capitaux propres : Il s'agit des prélèvements effectués par les actionnaires sur les fonds propres de l'entreprise (cas assez rare dans la réalité) ;

- Remboursement des dettes de financement : Il s'agit de la part des annuités correspondant au capital payées par l'entreprise au cours de l'exercice (y compris la part des redevances de crédit-bail correspondant au capital versées au cours de l'exercice). Les dettes de financement incorporées dans le capital ne sont pas prises en compte.

II-3 Interprétation du tableau de financement

Le tableau de financement permet de rapprocher les besoins financiers de l'entreprise (immobilisations et BFR) aux ressources collectées pour les couvrir (autofinancement, capital, endettement). L'ajustement se fait par la trésorerie.

Un tableau de financement établi sur plusieurs permet de caractériser :

- La stratégie de croissance (ou de décroissance) interne (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles) ou externe (acquisition d'immobilisations financières : titres de participations) de l'entreprise ;
- La stratégie de financement : financement interne (autofinancement, cessions d'immobilisations) ou externe (augmentation de capital, recours à l'endettement) ;
- La politique de dividendes en étudiant l'évolution des dividendes distribués.

II-4 Quelques limites du tableau de financement

Le tableau de financement est un état indispensable pour comprendre l'évolution de la structure financière de l'entreprise entre deux années successives ;

or le modèle préconisé par le Plan Comptable Marocain présente quelques imperfections nécessitant ainsi certaines adaptations.

Tout d'abord, le modèle adopté par le PCM présente, de la même façon que pour le bilan, un compromis entre l'approche fonctionnelle dont il s'inspire largement et l'approche patrimoniale. Un exemple est donné par les biens acquis en crédit-bail qui ne sont pas intégrés dans les emplois stables du tableau des emplois et des ressources. D'où la nécessité d'apporter certains retraitements pour obtenir une représentation réelle du montant des investissements réalisés.

Ensuite, aucune séparation n'est prévue, dans ce modèle, entre les investissements qui sont destinés à l'exploitation et ceux qui sont hors exploitation ; cette séparation, recommandée d'ailleurs par la septième norme de l'IASC (IAS7), est très importante d'un point de vue économique et financier dans la mesure où elle permet de juger de la capacité de l'entreprise à dégager de la trésorerie par le seul fait de son exploitation.

En plus, ce modèle ne permet pas d'analyser de manière détaillée la variation du BFR ; Il ne peut pas déterminer le ou les élément(s) responsable(s) de la détérioration de la trésorerie ou à l'origine de son amélioration.

Comme dans le Plan Général Français de 1982, les valeurs mobilières de placement sont considérées comme une composante du besoin en fond de roulement hors exploitation alors qu'elles peuvent être une utilisation d'excédents de trésorerie. La liquidité qui caractérise de nos jours, nombre d'entre elles (SICAV de trésoreries, titres de créances négociables,...) doit en faire une composante de la trésorerie.

Enfin, le tableau de financement du Plan Comptable Marocain, qui aurait pu sortir un peu des sentiers battus, en raison de son élaboration relativement récente, ne nous semble pas avoir tiré parti des évolutions enregistrées ces dernières années en matière d'analyse financière. De même qu'il ne nous semble pas, malgré les affirmations de ses acteurs, avoir suffisamment marqué son arrimage aux normes internationales, en l'occurrence l'IAS 7 qui précise que « dans tous les cas, les variations des éléments de fond de roulement, tels que les stocks et travaux en cours, clients, fournisseurs et trésorerie, doivent être mentionnés » dans le tableau de financement ; et que les emplois et ressources provenant des opérations d'exploitation doivent être distingués de autres emplois et ressources.

III Le tableau de financement fonctionnel du Plan Comptable Général Français (PCGF) 1982.

III-1 Tableau de financement (Première partie) :

Le tableau de financement du plan général est l'illustration de cette démarche. Il analyse les variations des emplois durables. Le tableau (A) présente la première partie du tableau de financement dont l'existence à part entière reconnue par le PCGF. Ce premier tableau aboutit à la variation du FdR fonctionnel.

On remarquera que les ressources de l'exercice mettent en avant les ressources internes : CAF, cessions d'actifs. Les opérations de désinvestissement sont donc bien analysées sous leurs deux aspects : cessions d'immobilisations réelles ou financières. Il est ainsi possible de suivre la marque de décisions stratégiques de recentrage. L'endettement, et symétriquement le désendettement, sont pris en compte globalement au niveau des dettes financières durables.

La présence des distributions de dividendes en emplois est la contrepartie de la CAF en ressources. L'intérêt est ici en évidence de politique de dividendes de l'entreprise. Les investissements sont logiquement présentés en emplois. Le solde net est bien la variation de FdR qui, si elle est positive, constitue un emploi net supplémentaire.

Tableau A

Emplois	Exercice N	Exercice N-1	Ressources	Exercice N	Exercice N-1
----------------	-----------------------	-------------------------	-------------------	-----------------------	-------------------------

Distribution mise en paiement au cours de l'exercice			Capacité d'autofinancement de l'exercice		
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :			Cessions ou réduction d'éléments de l'actif immobilisé :		
Immobilisations incorporelles			Cession d'immobilisation :		
Immobilisations corporelles			Incorporelles		
Immobilisations financières			Corporelles		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Cessions ou réduction d'immobilisations financières		
Réduction des capitaux propres (réduction de capital, retraits)			Augmentation des capitaux propres :		
			Augmentation de capital ou apports		
			Augmentation des autres capitaux propres		
Remboursement de dettes financières (brutal)			Augmentation des dettes financières (b) (c)		
Total des emplois	X	X	Total des ressources	X	X
Variation du fond de roulement net global (ressources nettes)			Variation du fond de roulement (emplois nets)		

III-2 Tableau de financement (Deuxième partie)

La seconde partie du tableau de financement du PCG présente l'utilisation de la variation du FdR en détaillant la variation du BFR et la variation de la trésorerie nette. A chaque niveau, un détail d'information est donné en ce qui concerne le besoin de financement d'exploitation et le besoin de financement hors exploitation. De même, une distinction est faite entre les variations de l'encaisse e les variations des passifs de trésorerie bancaires.

Tableau B

Variation du fond de roulement net global	Exercice N	Exercice
---	------------	----------

				N-1
	Besoin (1)	Dégagement (2)	Solde (2)-(1)	Solde
Variations « exploitation » : Variations des actifs d'exploitation : Stocks et en-cours Avances et acomptes versés sur commandes. Créances clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation Variations des dettes d'exploitation : Avances et acomptes reçus sur commandes en cours Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation Totaux	X	X		
A. Variation nette « Exploitation »			±X	±X
Variations « Hors exploitation » : Variations des autres débiteurs Variations des autres créditeurs Totaux	X	X		
B. Variation nette « Hors exploitation »			±X	±X
Total A+B Besoin de l'exercice en fond de roulement Ou Dégagement en fond de roulement dans l'exercice			-X +X	-X +X
Variations « Trésorerie » Variations des disponibilités Variations des concours courants et soldes créditeurs de banques Totaux	X	X		
C. Variations nettes « Trésorerie »			±X	±X
Variations du fonds de roulement net global (A+B+C) Emplois nets Ou Ressources nettes			- +	- +

L'ensemble des ces deux parties permet de vérifier si la règle orthodoxe de l'équilibre financier a été respectée en dynamique. Immédiatement, les causes, volontaires ou non, d'une amélioration ou d'une dégradation apparaissent. Un début de diagnostic est possible en faisant la distinction entre les évolutions qui résultent de décisions de gestion, celles qui sont liées à des phénomènes conjoncturelles ou à des contraintes extérieures.

Pour porter un diagnostic en profondeur, il est souhaitable d'établir une rétrospective sur deux à trois années au minimum.

III-3 Constructions du tableau de financement

1. Principe :

La mise en évidence des flux d'emplois nouveaux et des ressources nouvelles s'effectue à partir des bilans financiers fonctionnels. Ceux-ci ont été retraités et évitent certains des limites des bilans comptables que l'on retrouve dans le tableau de financement PCG au sens strict. Les variations poste à poste des éléments de passifs et d'actifs homogènes permettent d'isoler les emplois et les ressources.

- une augmentation d'actif caractérise un emploi net qui n'est possible que si l'entreprise acquiert quelque chose en effectuant à cet achat un emploi de trésorerie potentiel.
- Une diminution d'actifs traduit une cession nette qui a engendré ou va engendrer une entité de fonds. Il s'agit donc d'une ressource.
- Une augmentation de passifs est un accroissement d'obligations envers des tiers en contrepartie de ressources nouvelles ;
- Une diminution de passifs est une extinction partielle de dettes ou d'engagements envers les tiers. Il s'agit pour l'entreprise d'un emploi net de fond.
- La méthode consiste donc à comparer deux bilans – en l'occurrence – pour mettre en évidence les évolutions d'actifs et de passifs. Puis, on procédera à leur reclassement en emplois et en ressources selon une grille simplifiée :

Emplois	Ressources
Augmentation d'actifs	Augmentation de passifs
Diminution de passifs	Diminution d'actifs

Le reclassement en flux d'emplois et en ressources ne suffit pas en soi-même. Il faut associer ces flux de fonds à des opérations financières ou à des décisions économiques. Le travail consiste à présenter une lecture décisionnelle des flux de fonds en mettant en évidence clairement les opérations suivantes :

- investissement en portefeuille
- désinvestissement
- augmentation de capital par appel aux actionnaires

- emprunts ou crédits supplémentaires
- importance du flux de fonds interne (CAF)
- désendettement
- distribution de dividendes.

III-4 Intérêt et limites du tableau de financement fonctionnel

L'apport fondamental du tableau emplois ressources fonctionnelles est d'essayer de révéler la logique, ou les logiques décisionnelles, qui explique le comportement de l'entreprise au cours d'une période. Telle est la motivation du travail de retraitement qui vise, au-delà des flux de fonds « bruts », à mettre en évidence les opérations économiques et financières. Tel est bien ce que l'analyste demande à un tableau de flux.

Malheureusement, très vite cette démarche globalisante est restreinte le principe d'affectation de l'approche fonctionnelle qui introduit une contrainte sur les flux de fonds durables, en opposant les ressources « longues » aux emplois « longs ». La variable clé privilégiée est, dès lors logiquement, le fonds de roulement fonctionnel dont on cherche à expliquer la variation. La critique en a déjà été faite plus haut.

La règle fondamentale d'analyse du tableau de financement est que sur longue période, la variation du FdR doit être égale à la variation du BFR. Cette exigence d'un équilibre financier orthodoxe a pour conséquence le maintien de la situation de trésorerie de l'entreprise. C'est bien là un objectif de gestion car les tiers craignent une dégradation. Ils sont supposés a priori soupçonneux devant la vulnérabilité liée à un recours croissant aux crédits bancaires à court terme. En prenant comme variable de bouclage le fonds de roulement. On nie l'unité de la politique d'endettement de l'entreprise qui, dans les plus grandes, dépasse le clivage court terme / long terme. Or, au gré des classifications comptable, l'endettement (et le désendettement) sera repris en « haut » du tableau de financement comme ayant une incidence sur le fonds de roulement, ou dans la partie basse avec les opérations de pure trésorerie.

La variation de trésorerie nette est bien le parent du tableau de financement PCG puisqu'elle apparaît comme le résidu des opérations affectant le FdR et le BFR. Même si elle prend en compte les effets escomptés et les valeurs mobilières de placement, elle n'est que pauvrement en une variation de l'encaisse et une variation

des concours bancaires de trésorerie. En aucun cas la richesse de la gestion active d'une trésorerie n'apparaît.

D'autres critiques techniques peuvent être faites à l'encontre des tableaux de financement types PCG :

La CAF comprend dans son calcul toutes les dotations aux amortissements et aux provisions. C'est-à-dire qu'elle inclut les dotations pour dépréciation de l'actif circulant qui n'ont en aucun cas le caractère de flux de fonds durables. La logique des provisions pour risques et charges qui sont ainsi supposées génératrices de flux de fonds durables. Sauf à faire l'hypothèse d'une stabilité entre les dotations et les reprises concernant les provisions pour dépréciation et pour risque et charges, il y a là une source possible de biais dans le calcul du flux de fonds interne de l'entreprise ;

Les opérations de crédit-bail ne sont pas identifiées en elles-mêmes. Ce n'est que si les bilans financiers fonctionnels (et la CAF) ont été retraités pour les intégrer que l'entreprise peut avoir une vue globale de ces opérations, incorporant implicitement le mode d'investissement financement particulier qu'est le crédit-bail. On peut d'ailleurs facilement imaginer de l'extérioriser en faisant figurer en emplois :

Les immobilisations acquises en crédit-bail au cours de la période ;

Les pseudos remboursements de dettes inclus dans les loyers payés ;

Et en ressources :

Le pseudo dette financière contractée lors de la mise en place du crédit-bail ;

La partie correspondant aux amortissements inclus dans les loyers qui est à ajouter à la CAF.

Ces critiques tombent dès lors que l'on privilégie une approche non plus strictement comptable, mais réellement fonctionnelle du bilan. D'autres variantes du tableau de financement fonctionnel ont été recensées. Elles s'articulent toutes sur la relation fondamentale de l'équilibre financier fonctionnel. Elles sont enrichies par les retraitements du bilan financier, en particulier la prise en compte des opérations de trésorerie au passif (effets escomptés non échus) et la mise en évidence du concept fort qu'est la variation du besoin de financement d'exploitation.

Conclusion

Le tableau de financement est un outil d'analyse et de gestion financière qui a connu plusieurs changements et une multitude de questions se posent :

Ne faudrait-il pas que la loi soit modifiée pour imposer l'établissement et la publication du tableau par toutes les entreprises ?

Faut-il normaliser de tableau de financement ? Face à la multitude des modèles lequel faut-il choisir ?

Bibliographie

- ⊕ Pierre RAMAGE « Analyse et diagnostic financier » Edition d'organisation 2001
- ⊕ Jean BARREAU et Jacqueline DELAHAYE « Gestion Financière » DECF Manuel & applications 12^e édition DUNOD, Paris 2003.
- ⊕ Anne –Marie KEISER « Gestion Financière » 2^e tirage Edition ESKA 1996